SEANCE DU CONSEIL DU 05 OCTOBRE 2015 À 19H00

Présents :

BOUCHAT, Bourgmestre
PIERARD, NGONGANG, GREGOIRE, Mme BURON, Mme PIHEYNS, Echevins
DE MUL, Président CPAS
HANIN, LESPAGNARD, FRERE, Mme DEMASY, Mme COURARD, Mme
LESCRENIER, DALAIDENNE, DESERT, Mme BONJEAN-PAQUAY, Mme
PONCIN-HAINAUX, Mme MAROT-LOISE, SALPETEUR, LEMPEREUR, MOLA,
CHARPENTIER, Mme MBUZENAKAMWE, COLLIN, Mme CALLEGARO,
Conseillers
LECARTE, Directeur général

SEANCE PUBLIQUE

1. Approbation du procès-verbal de la séance précédente

Le procès-verbal de la séance du 07 septembre 2015 est approuvé conformément à l'article L-1122-16 du CDLD et aux articles 44 et 45 du Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal.

2. Mobilité - Plan intercommunal de mobilité - Approbation des propositions à l'échelle communale - Présentation

Le Conseil,

Vu le décret du 1er avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locale;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 27/05/2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de la mise en œuvre de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires ;

Vu la délibération du Conseil communal du 6 juin 2011 décidant de marquer son accord sur la participation de la Commune de Marche-en-Famenne au projet de plan intercommunal de mobilité initié par l'ASBL Pays de Famenne;

Considérant que le marché de services portant sur l'élaboration du PICM a été attribué par le SPW aux bureaux d'études AGORA-Espaces Mobilités ;

Vu l'étude menée par le bureau Agora – Espaces mobilités;

Vu la présentation du PICM effectuée ce jour par un représentant du bureau Agora – Espaces-Mobilités ;

Considérant que les mesures prévues au PICM visent à améliorer la sécurité et à concilier au mieux, la qualité du cadre de vie et la mobilité, le tout s'inscrivant dans un développement durable ;

Considérant que le projet de PICM sera soumis à enquête publique d'une durée 45 jours;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver le document provisoirement;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver provisoirement le plan intercommunal de mobilité élaboré par les bureaux AGORA et Espaces Mobilités.
De charger le Collège d'organiser une enquête publique d'une durée de 45 jours au cours de laquelle le dossier pourra être consulté par la population.
De solliciter l'avis de la CCATM sur le projet.

3. Commerce Transatlantique - Présentation

Un projet de délibération – motion – sera rédigé par Messieurs les Conseillers LEMPEREUR, LESPAGNARD, DESERT et SALPETEUR et sera soumis à l'approbation du Conseil communal en novembre prochain.

4. Mobilité - Commune pilote Wallonie cyclable - Programme de travail 2014 - Liaison Marloie Hargimont - Approbation du projet définitif

LE CONSEIL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du Collège communal du 7 avril 2014 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Aménagement liaison cyclable Marloie-Hargimont" à ESPACES-MOBILITES, rue d'Arlon 22 à 1050 Bruxelles (Ixelles) ;

Considérant le cahier des charges N° WACY/2014-2 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, ESPACES-MOBILITES, rue d'Arlon 22 à 1050 Bruxelles (Ixelles)

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 265.582,50 € hors TVA ou 321.354,82 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par SPW - DGO2 - Direction de la planification de la mobilité, boulevard du Nord 8 à 5000 NAMUR, et que cette partie est estimée à 243.373,00 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 76421/721-60 (n° de projet 20140044) et sera financé par emprunt/subsides ;

Considérant qu'une demande N° WACY2014-2 afin d'obtenir l'avis de légalité exigé a été soumise le 23 septembre 2015;

Vu l'avis favorable du Directeur financier du 24 septembre 2015 joint au dossier;

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le cahier des charges N° WACY/2014-2 et le montant estimé du marché "Aménagement liaison cyclable Marloie-Hargimont", établis par l'auteur de projet, ESPACES-MOBILITES, rue d'Arlon 22 à 1050 Bruxelles (Ixelles). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 265.582,50 € hors TVA ou 321.354,82 €, 21% TVA comprise.

- De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

- De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante SPW - DGO2 - Direction de la planification de la mobilité, boulevard du Nord 8 à 5000 NAMUR.

- De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 76421/721-60 (n° de projet 20140044).

**5. Travaux - Entretien extraordinaire de la voirie communale en 2015 -
Approbation des conditions et du mode de passation**

LE CONSEIL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du Collège communal du 13 avril 2015 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Entretien extraordinaire de la voirie communale en 2015." à Services Provinciaux Techniques, square Albert 1er à 6700 ARLON ;

Considérant le cahier des charges Voiries 2015, relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Services Provinciaux Techniques, square Albert 1er à 6700 ARLON ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 392.640,12 € hors TVA ou 475.094,54 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 42142/735-60 (n° de projet 20120019);

Considérant que, sous réserve d'approbation, le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire;

Attendu que l'avis du Directeur financier a été sollicité le 10 septembre 2015 ;

Vu l'avis favorable du Directeur financier rendu le 16 septembre 2015 et joint au dossier, en vertu de l'article L1124-40 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation §1 al.3,4,&2 al.1 ;

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le cahier des charges Voiries 2015. et le montant estimé du marché "Entretien extraordinaire de la voirie communale en 2015.", établis par l'auteur de projet, Services Provinciaux Techniques, square Albert 1er à 6700 ARLON. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 392.640,12 € hors TVA ou 475.094,54 €, 21% TVA comprise.
- D'approuver les clauses relatives à la coordination-sécurité établies par le Bureau SIXCO.
- De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.
- De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.
- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 42142/735-60.
- Ce crédit fera l'objet d'une prochaine modification budgétaire.

6. Travaux - Marche-en-Famenne – Site du Monument - Bâtiment l'Ermitage - Alimentation en eau - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment

l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3;

Considérant le cahier des charges N° BG2/juin2015, relatif au marché "Travaux d'adduction d'eau pour le bâtiment «l'ermitage», au lieu-dit «Le Monument» à Marche-en-Famenne : réalisation d'une tranchée pour la pose d'une conduite d'eau", établi par le Service Travaux;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 11.983,47 € hors TVA ou 14.500,00, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que la date du 27 octobre 2015 à 14h00 est proposée comme date limite à laquelle les offres doivent parvenir à l'administration;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire au budget 2015;

Considérant que l'avis de légalité du directeur financier n'est pas exigé;

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le cahier des charges N° BG2/juin2015 et le montant estimé du marché "Travaux d'adduction d'eau pour le bâtiment «l'ermitage», au lieu-dit «Le Monument» à Marche-en-Famenne : réalisation d'une tranchée pour la pose d'une conduite d'eau", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées conformément au cahier des charges et aux règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 11.983,47 € hors TVA ou 14.500,00, 21% TVA comprise.

- De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

- De consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée :

* Ets LAMBRY, rue de France 79 à 5580 Rochefort

* MATHIEU SA, Wicourt 2 à 6600 Noville (Lux.)

* Ets FRERES, rue du Thier 31 à 6900 Waha

* ETS Jacques SCIUS, rue de la Cressonnière 32 à 6900 Marche-en-Famenne.

- De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 27 octobre 2015 à 14h00.

- De financer cette dépense par le crédit inscrit à la prochaine modification budgétaire.

7. Travaux - Rénovation du chauffage de la salle du vieux tilleul à Waha - Principe et approbation cahier des charges

LE CONSEIL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3;

Considérant le cahier des charges N° CSCH n°22.09.2015 - BG.as relatif au marché "Waha - salle "Le Vieux Tilleul" - restauration des installations de chauffage" établi par le Service Travaux;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 14.745,00 € hors TVA ou 17.841,45 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire – année 2015 – article 12412/72460;

Considérant que l'avis de légalité du directeur financier n'est pas exigé;

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le cahier des charges N° CSCH n°22.09.2015 - BG.as et le montant estimé du marché "Waha - salle "Le Vieux Tilleul" - restauration des installations de chauffage", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées conformément au cahier des charges et aux règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 14.745,00 € hors TVA ou 17.841,45 €, 21% TVA comprise.

- De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire – année 2015 – article 12412/72460.

8. Patrimoine - Marloie - Idelux - Nouveau hall technique - Terrain - Acquisition

LE CONSEIL,

Attendu que l'Administration communale a procédé à la construction d'un hall technique sur une partie de parcelle cadastrée : Marche-en-Famenne - 7e division - Waha : section D n°370K d'une superficie totale de 02 hectares 31 ares 69 centiares, appartenant à l'ASSOCIATION INTERCOMMUNALE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DURABLE DE LA PROVINCE DE LUXEMBOURG", en abrégé "I.D.E.L.U.X.", dont le siège social est établi à 6700 Arlon, Drève de l'Arc-en-Ciel 98;

Vu le projet d'acte de vente rédigé par le COMITE D'ACQUISITION D'IMMEUBLES DE NEUFCHATEAU;

Vu le plan de mesurage dressé le 28 avril 2012 par M. José WERNER, Géomètre-expert-juré à Stoumont, plan enregistré dans la base de données des plans de délimitation de l'Administration générale de la Documentation Patrimoniale sous le numéro de référence 83053-10247, duquel il ressort que la superficie acquise par la Ville est de 01ha 64a 74ca;

Attendu que la présente acquisition étant réalisée en vue de la construction d'un hall destiné à accueillir les services techniques communaux, il y a lieu de solliciter l'utilité publique;

Attendu que la présente décision a une incidence financière d'un montant de 280.058 euros (sup. à 22.000€ HTVA) et que, conformément à l'article L 1124-40 §1,3° du CDLD, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité;

Vu la demande d'avis de légalité adressée au Directeur financier en date du 17.09.2015;

Vu l'avis favorable rendu en date du 24.09.2015 par le Directeur financier et joint au dossier;

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le projet d'acte de vente rédigé par le COMITE D'ACQUISITION D'IMMEUBLES DE NEUFCHATEAU et relatif à l'acquisition d'une contenance de 01ha 64a 74ca à soustraire de la parcelle cadastrée : Marche-en-Famenne - 7e division - Waha : section D n°370K, d'une superficie totale de 02 hectares 31 ares 69 centiares, appartenant à l'ASSOCIATION INTERCOMMUNALE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DURABLE DE LA PROVINCE DE LUXEMBOURG", en abrégé "I.D.E.L.U.X.", dont le siège social est établi à 6700 Arlon, Drève de l'Arc-en-Ciel 98.

- Que la présente acquisition a lieu pour cause d'utilité publique, à savoir la construction d'un hall accueillant les services techniques communaux.

- Que la présente dépense sera imputée à charge de l'article 12404/71151 du budget extraordinaire - année 2013.

**9. Patrimoine - Projet de vente du site non-bâti des Pères franciscains -
Approbation du principe**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal ;

Vu la circulaire ministérielle du 20 juillet 2005 relative aux ventes d'immeubles ou acquisitions d'immeubles par les communes, les provinces et les CPAS ainsi qu'à l'octroi de droit d'emphytéose ou de droit de superficie ;

Vu la délibération du Collège communal du 21 septembre 2015 décidant de soumettre à l'approbation du Conseil communal la proposition d'acquisition par la Société Wallonne du Logement, au prix de 722.000 € et sous la condition suspensive que les données relatives à la pollution et à la qualité du sol attestent de la faisabilité du projet, de trois parcelles constituant le site non-bâti des Pères franciscains, en vue d'y développer un projet d'Eco-quartier de logements acquisitifs à destination de revenus moyens ;

Vu l'estimation réalisée par le Comité d'Acquisition d'Immeubles, Direction de Luxembourg, en date du 29 juillet 2015 ;

Vu l'offre d'acquisition de la Société Wallonne du Logement du 5 octobre 2015;

Vu que la présente décision a une incidence financière de plus de 22.000 € HTVA et que, conformément à l'article L1124-40, §1, 3° du CDLD, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité ;

Vu la demande d'avis de légalité adressée au Directeur financier en date du 17 septembre 2015 et l'avis favorable rendu le même jour ;

Attendu que lors de sa séance du 31 août 2015, le Conseil d'administration de la Société Wallonne du Logement (SWL) a marqué son accord sur le dépôt d'une offre de 722.000 €, sous la condition suspensive que les données relatives à la pollution et à la qualité du sol attestent de la faisabilité du projet, pour l'acquisition de trois parcelles constituant le site non-bâti des Pères franciscains et cadastrées :
Marche-en-Famenne, 1ère division, Marche :
Section A numéros 827 K2, 779 D2 et 779S, propriété de la Ville de Marche-en-Famenne ;

Que la SWL a pour projet de créer un Eco-quartier (impact sur les matériaux utilisés, isolation, orientation,...) composés de 180 à 200 logements acquisitifs (et non locatifs) destinés principalement à l'attention de personnes disposant de revenus moyens ;

Que la SWL ou d'autres partenaires (principalement privés) prendront en charge les équipements, la seule charge de la Commune étant de reprendre les voiries et espaces publics gratuitement près leur réalisation ;

Qu'en outre, l'Université de Liège demandera à sa section Architecture de lancer une réflexion relative, entre autre, au choix des matériaux dans le cadre d'un projet innovant et, via l'ASBL Ressources Naturelles Développement (RND) de Marloie, la Ville pourrait introduire un dossier INTERREG (programme de coopération transfrontalière) en collaboration avec la Ville de Trèves, la SWL et l'Université de Liège ;

Que l'offre d'acquisition de la SWL est conforme à l'estimation officielle réalisée par le Comité d'acquisition d'immeubles en date du 29 juillet 2015 ;

Sur proposition du Collège communal,

DECIDE par 18 VOIX POUR et 3 ABSTENTIONS

D'approuver l'offre d'acquisition du 5 octobre 2015 de la Société Wallonne du Logement, au prix de 722.000 € et sous la condition suspensive que les données relatives à la pollution et à la qualité du sol attestent de la faisabilité du projet, des trois parcelles mieux décrites ci-dessus, constituant le site non-bâti des Pères franciscains, en vue d'y développer un projet d'Eco-quartier de logements acquisitifs à destination de revenus moyens.

De faire réaliser un plan de mesurage complémentaire aux plans et relevé topographique antérieurement réalisés, afin de déterminer avec précision la superficie à céder à la SWL.

Que le produit de la vente sera affecté aux financements des projets extraordinaires tels qu'ils sont ou ont été inscrits au budget.

De charger le Collège communal de l'exécution de la présente décision.

10. Patrimoine - Acquisition de la propriété "Sepul" à Marloie - Approbation du projet d'acte

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal ;

Vu la circulaire ministérielle du 20 juillet 2005 relative aux ventes d'immeubles ou acquisitions d'immeubles par les communes, les provinces et les CPAS ainsi qu'à l'octroi de droit d'emphytéose ou de droit de superficie ;

Vu la précédente délibération du Conseil communal du 13 avril 2015 décidant, notamment, le principe de l'acquisition de la propriété dite Sepul à Marloie au prix total de 500.000 € sous réserve de l'obtention de la promesse de subsides pour la partie "parc", l'engagement de payer le prix pour le 15 octobre 2015 à défaut de quoi la vente de l'ensemble de la propriété sera réputée nulle et non avenue, le principe de l'affectation de la partie « parc », déterminée suivant le plan du géomètre Maréchal, à l'usage d'espace vert public ouvert gratuitement au public et la sollicitation des subsides à cette fin, le principe de la réalisation d'un Plan Communal d'Aménagement Révisionnel en vue de l'affectation de la zone, déterminée suivant le plan du géomètre Marechal, à usage d'espace vert public ouvert gratuitement au public, et enfin de demander l'inscription des parcelles concernées à l'article 49bis du CWATUP pour l'aménagement en zone d'espace vert public ;

Vu la demande de subventions en Wallonie en matière d'Espaces Verts publics introduite en date du 17 avril 2015 et la promesse de subsides octroyée en date du 24 septembre 2015;

Vu le plan de division dressé le 2 juillet 2015 pour la SPRL GEO-EXPERT par le Géomètre-Expert Vivian Maréchal, identifiant la propriété en deux lots, à savoir le lot

1 « Habitation, Dépendances, Cour et Terrain » repris sous liseré rose, et le lot 2 « Terrain » repris sous liseré bleu ;

Vu l'estimation de l'ensemble de la propriété réalisée par le Notaire Frédéric Dumoulin de Durbuy en date du 14 juillet 2015 ;

Considérant que la Ville de Marche-en-Famenne a bénéficié d'une option d'achat au prix total de 500.000 € de la propriété dite « Sepul » située à l'angle des rues de l'Ancienne Poste, des Ecoles et des Marronniers à Marloie, appartenant aux consorts SEPUL-GENGOUX ;

Que cette propriété s'étend sur trois parcelles cadastrées :
Marche-en-Famenne, 7ème division, Waha :
Section D, n° 102 M6, d'une superficie de 46 ares 21 centiares
Section D, n°66 D, d'une superficie de 7 ares 66 centiares
Section D, n° 64 L, d'une superficie de 17 ares 43 centiares
Soit une superficie totale de 71 ares 30 centiares ;

Que le lot 1, identifié sous liseré rose au plan précité dressé par le Géomètre-Expert Vivian Maréchal, comporte notamment une habitation et un hangar, ce dernier étant destiné à être détruit ;

Que l'habitation pourrait être réhabilitée par la Ville pour y accueillir une crèche ;

Que la Ville a par ailleurs obtenu une promesse de subsides en date du 24 septembre 2015 pour l'acquisition du lot 2, identifié sous liseré bleu au plan précité dressé par le Géomètre-Expert Vivian Maréchal, en vue d'affecter ce terrain à l'usage d'espace vert public ouvert gratuitement au public ;

Qu'à cet égard, il convient de rappeler les éléments suivants :

- La création d'un parc à cet endroit s'impose eu égard à l'accord signé par le Ministre Di Antonio sur la densification du quartier des Maronnes : Marloie doit, en compensation, garder un centre attrayant, reposant et, si possible, un peu ludique ;
- La propriété dite Sepul se trouve en face de la propriété de la Vieille Cense qui est un site classé. Une zone de parc empêcherait la construction d'habitations ou d'immeubles à appartements qui diminueraient indéniablement la valeur esthétique, patrimoniale et culturelle de ce site classé ;
- En outre, la réalisation d'un parc assurerait à l'endroit la qualité de « poumon de Marloie », de lieu de rencontre et de convivialité pour une population villageoise de plus de 3000 habitants, qui est donc amenée à fortement se densifier ;
- La crèche actuelle de Marloie sera transférée dans l'actuel « corps de logis » de la propriété Sepul, qui est à transformer et rénover pour accueillir les enfants qui pourront profiter du parc entourant la propriété ;
- En outre, ce parc bénéficiera à la seule école d'enseignement fondamental de Marloie, située en plein centre du village, dont les élèves pourront y trouver des espaces de respiration. Leur sécurité pourra également être garantie par la création d'un dépose-minute ;
- Enfin, ces parcelles jouxtent le périmètre de rénovation rurale de l'espace public du Cœur de Marloie, dont les plans sont actuellement à l'étude ;

Vu que la présente décision a une incidence financière de plus de 22.000 € HTVA et que, conformément l'article L1124-40, §1, 3° du CDLD, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité ;

Vu les demandes d'avis de légalité adressées au Directeur financier en date des 20 mars 2015 et 15 septembre 2015 et les avis favorables rendus en date des 2 avril 2015 et 17 septembre 2015;

Vu le projet d'acte de vente rédigé par le Notaire Laurence Hebrant de Marche-en-Famenne ;

Sur proposition du Collège communal,

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le projet d'acte de vente au prix total de 500.000 €, ventilé en 195.455 € pour le lot 1 et 304.545 € pour le lot 2, de la propriété dite « Sepul » située à l'angle des rues de l'Ancienne Poste, des Ecoles et des Marronniers à Marloie, appartenant aux consorts SEPUL-GENGOUX, et composée de trois parcelles cadastrées :

Marche-en-Famenne, 7ème division, Waha :

Section D, n° 102 M6, d'une superficie de 46 ares 21 centiares

Section D, n°66 D, d'une superficie de 7 ares 66 centiares

Section D, n° 64 L, d'une superficie de 17 ares 43 centiares

Soit une superficie totale de 71 ares 30 centiares.

- De rappeler le principe de la réalisation d'un Plan Communal d'Aménagement Révisionnel compte tenu de l'affectation actuelle en zone d'habitat de la future zone de parc/d'espace vert public.

- De demander l'inscription des parcelles concernées à l'article 49bis du CWATUP pour l'aménagement en zone de parc/d'espace vert public.

- Que l'acquisition du lot 2, identifié sous liseré bleu au plan dressé le 2 juillet 2015 par le Géomètre-Expert Vivian Maréchal, sera financée par les subsides dont la promesse d'octroi a été obtenue ce 24 septembre 2015, tandis que l'acquisition du lot 1, identifié sous liseré rose au plan précité, sera financée par fonds propres provenant du surplus de la vente du dépôt communal.

- Que la présente acquisition a lieu pour cause d'utilité publique, à savoir la création d'une crèche et d'un parc publics;

- De charger le Collège communal de l'exécution de la présente décision.

11. Aménagement du Territoire - Plan communal d'aménagement "Parc Sépul" - Approbation du mode de passation et conditions du marché pour la désignation d'un auteur de projet
LE CONSEIL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu sa délibération du 1er juin 2015 décidant le principe de la réalisation de deux PCA sur le village de Marche : Un PCA pour l'aménagement du parc Sépul et un autre PCA révisant le PCA existant sur Marloie ;

Considérant le cahier des charges N° PCA-2015/1 relatif au marché "Elaboration d'un plan communal d'aménagement Parc Sépul et révision du plan communal d'aménagement de Marloie" établi par le Service Aménagement du Territoire ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Plan communal d'aménagement du parc Sépul), estimé à 20.661,16 € hors TVA ou 25.000,00 €, 21% TVA comprise

* Lot 2 (Révision du plan communal d'aménagement de Marloie), estimé à 20.661,16 € hors TVA ou 25.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 41.322,32 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire;

Considérant qu'une demande N° PCA-2015 afin d'obtenir l'avis de légalité exigé a été soumise le 25 septembre 2015;

Vu l'avis favorable du Directeur financier, rendu en vertu de l'article 1124-40 du CDLD, en date du 05 octobre 2015;

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le cahier des charges N° PCA-2015/1 et le montant estimé du marché "Elaboration d'un plan communal d'aménagement Parc Sépul et révision du plan communal d'aménagement de Marloie", établis par le Service Aménagement du Territoire. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 41.322,32 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA comprise.

- De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

- De financer cette dépense par le crédit inscrit en modification budgétaire au 93009/73360.

12. Direction financière – Budget communal 2015 - Modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire N°2 - Approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le rapport favorable de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale en date 15 septembre 2015,

Vu la demande d'avis adressée au directeur financier en date du 18 septembre 2015 ;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 18 septembre 2015 et joint au dossier;

Vu le projet de modifications budgétaires établi par le collège communal ;

Attendu que la présente décision a une incidence financière et que conformément à l'article L 1124-40 §1,3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité ;

Attendu que le Collège veillera, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la communication des présentes modifications budgétaires, dans les cinq jours de leur adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande des dites organisations syndicales et avant la transmission des présentes modifications budgétaires aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant les présentes modifications budgétaires ;

Considérant que certaines allocations prévues au budget doivent être révisées;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter le budget 2015 aux vues de ces nouvelles informations financières;

Après en avoir délibéré en séance publique,

DECIDE

- D'approuver A L'UNANIMITE les modifications budgétaires ordinaires n° 2 de l'exercice 2015 comme suit;

- D'approuver A L'UNANIMITE les modifications budgétaires extraordinaires n° 2 de l'exercice 2015 comme suit;

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes totales exercice proprement dit	25.910.344,36	6.876.541,00
Dépenses totales exercice	25.905.615,23	7.582.571,66

proprement dit		
Boni / Mali exercice proprement dit	+4.729,13	-706.030,66
Recettes exercices antérieurs	7.984.864,89	1.377.297,66
Dépenses exercices antérieurs	788.713,25	707.500,00
Prélèvements en recettes	0,00	2.866.030,66
Prélèvements en dépenses	39.000,00	2.829.797,66
Recettes globales	33.895.209,25	11.119.869,32
Dépenses globales	26.733.328,48	11.119.869,32
Boni / Mali global	+7.161.880,77	0

- De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et à la Directrice financière.

13. Direction financière - FE Marenne - Verdenne - MB n°1 de 2015

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18 ;

Vu la délibération du 20 août 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée le 10 septembre 2015, par laquelle le Conseil de fabrique Marenne - Verdenne arrête la modification budgétaire n°1 du budget 2015, pour l'exercice 2015, dudit établissement cultuel ;

Considérant que l'autorité de tutelle dispose, pour statuer sur le dossier, outre la possibilité de prorogation, d'un délai de 40 jours à dater de la réception de l'acte ;

Considérant que l'organe représentatif du culte n'a pas rendu de décision ;

Vu la délibération du Conseil communal de la Ville de Hotton, reçu en date du 10 septembre 2015 ;

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique,

ARRETE par 16 voix POUR et 5 ABSTENTIONS

Article 1er : La modification budgétaire n°1 du budget 2015 de la Fabrique d'église de Marenne - Verdenne pour l'exercice 2015, voté en séance du Conseil de fabrique du 20 août 2015, est approuvé telle que réformée comme suit :

Réformations effectuées

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
RO 17	Subvention de la ville pour les frais ordinaires du culte	1.712,15 €	0.00 €
RE 25	Subsides extraordinaires de la ville	0.00 €	1.712.15 €
Total des recettes		18.558,87 €	20.271,02 €

Cette modification budgétaire présente en définitive les résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	18.183,28 (€)
Recettes extraordinaires totales	2.087,74 (€)
Dépenses ordinaires totales	18.558,87 (€)
Dépenses extraordinaires totales	1.712,15 (€)
Recettes totales	20.271,02 (€)
Dépenses totales	20.271,02 (€)
Résultat budgétaire	0,00 (€)

Cette MB n°1 implique une augmentation de la dotation communale extraordinaire (2015) d'un montant de 856,08 €.

Art. 2 : La présente modification budgétaire est approuvée sous réserve de l'approbation de la tutelle de la modification budgétaire n°1 de l'Administration communale de Marche en Famenne pour la prise en charge de ladite somme.

Art. 3 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours peut être introduit à « l'établissement culturel » et à « l'organe représentatif du culte » contre la présente décision devant le Gouverneur de la province de Luxembourg. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 4 : Un recours en annulation peut être introduit par les autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 5 : Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 6 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné ;
- à la commune de Hotton ;
- à Mr Le Gouverneur de la Province de Luxembourg ;

14. Direction financière - FE Lignières - Grimbiémont - Budget 2016

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des églises ;

Vu le décret du 17 mars 1808 qui ordonne l'exécution d'un règlement du 10 décembre 1806 sur les juifs, l'article 23 ;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2 ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1886 portant organisation du culte anglican, l'article 14 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18 ;

Vu la délibération du 20 août 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée le 21 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel FE Lignières - Grimbiémont arrête le budget pour l'exercice 2016, dudit établissement cultuel ;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée, à l'organe représentatif du culte ;

Vu la décision du 28 août 2015, réceptionnée en date du 31 août 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, avec remarques, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus, approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant que le dossier nous est parvenu complet en date du 14 septembre 2015 ;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction imparti à la commune pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 15 septembre 2015 ;

Considérant que le projet de décision du Conseil communal a été adressé, accompagné de ses annexes explicatives éventuelles, au directeur financier en date 14 septembre 2015 ;

Vu l'avis du directeur financier, rendu en date 16 septembre 2015 ;

Considérant que le budget est, tel que réformé, conforme à la loi et à l'intérêt général ;

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
RO 17	Supplément de la commune	4.887,14 €	4.974,01 €
RO 18	Charges sociales travailleurs	462,00 €	457,98 €
RE 20	Résultat présumé 2015	4.543,90 €	2.147,27 €
RE 25	Subside extraordinaire	0,00 €	800,00 €
Châp. 1er	Total Eveché	1.823,96 €	1.899,96 €
DO 50 a)	Charges sociales ONSS	3.200 €	1.675,02 €
DO 50 b)	Avantages sociaux employés	232,00 €	228,94 €
DO 50 c)	Avantages sociaux ouvriers	192,00 €	190,26 €

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique,

ARRETE

Article 1er : Le budget de l'établissement cultuel la FE Lignièrès - Grimbiémont, pour l'exercice 2016, voté en séance du Conseil de fabrique du 20 août 2015, est réformé par **16 voix pour, 0 voix contre et 5 abstentions** comme suit :

Réformations effectuées :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
RO 17	Supplément de la commune	4.887,14 €	4.974,01 €
RO 18	Charges sociales travailleurs	462,00 €	457,98 €

RE 20	Résultat présumé 2015	4.543,90 €	2.147,27 €
RE 25	Subside extraordinaire	0,00 €	800,00 €
Châp. 1er	Total Eveché	1.823,96 €	1.899,96 €
DO 50 a)	Charges sociales ONSS	3.200 €	1.675,02 €
DO 50 b)	Avantages sociaux employés	232,00 €	228,94 €
DO 50 c)	Avantages sociaux ouvriers	192,00 €	190,26 €

Ce budget présente en définitive les résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	8.516,61 (€)
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	4.974,01 (€)
Recettes extraordinaires totales	2.947,27 (€)
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	800,00 (€)
• dont un excédent présumé de l'exercice courant de :	0,00 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.899,96 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	8.763,92 (€)
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	800,00 (€)
• dont un déficit présumé de l'exercice courant de :	0,00 (€)
Recettes totales	11.463,88 (€)
Dépenses totales	11.463,88 (€)
Résultat budgétaire	0,00 (€)

Art. 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours peut être introduit par la FE de Lignéres - Grimbiémont, contre la présente décision devant le Gouverneur de la province de Luxembourg. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 3 : Un recours en annulation peut être introduit aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête peut être introduite, datée et signée et doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 4 : Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 5 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné ;

15. Direction financière - FE de On - Budget 2016

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des églises ;

Vu le décret du 17 mars 1808 qui ordonne l'exécution d'un règlement du 10 décembre 1806 sur les juifs, l'article 23 ;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2 ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1886 portant organisation du culte anglican, l'article 14 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18 ;

Vu la délibération du 24 août 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée le 26 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel FE On arrête le budget pour l'exercice 2016, dudit établissement cultuel ;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée, à l'organe représentatif du culte ;

Vu la décision du 3 septembre 2015, réceptionnée en date du 7 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus, approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction imparti à la commune pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 26 août 2015 ;

Considérant que le projet de décision du Conseil communal a été adressé, accompagné de ses annexes explicatives éventuelles, au directeur financier en date 14 septembre 2015 ;

Vu l'avis du directeur financier, rendu en date 17 septembre 2015 ;

Considérant que le budget est conforme à la loi et à l'intérêt général ;

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique,

ARRETE :

Article 1er : Le budget de l'établissement cultuel la FE On, pour l'exercice 2016, voté en séance du Conseil de fabrique du 24 août 2015, **est approuvé par 16 voix POUR, 0 voix CONTRE et 5 ABSTENTIONS**

Ce budget présente en définitive les résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	13.079,36 (€)
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	8.322,36 (€)
Recettes extraordinaires totales	20.474,00 (€)
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 (€)
• dont un excédent présumé de l'exercice courant de :	0.00 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	12.837,04 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	20.716,32 (€)
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0.00 (€)
• dont un déficit présumé de l'exercice courant de :	0,00 (€)
Recettes totales	33.553,36 (€)
Dépenses totales	33.553,36 (€)
Résultat budgétaire - Excédent	0.00 (€)

Art. 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours peut être introduit par la FE de On, contre la présente décision devant le Gouverneur de la province de Luxembourg. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 3 : Un recours en annulation peut être introduit aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête peut être introduite, datée et signée et doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 4 : Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 5 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné ;

16. Direction financière - FE Roy - Budget 2016
LE CONSEIL,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des églises ;

Vu le décret du 17 mars 1808 qui ordonne l'exécution d'un règlement du 10 décembre 1806 sur les juifs, l'article 23 ;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2 ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1886 portant organisation du culte anglican, l'article 14 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18 ;

Vu la délibération du 27 août 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée le 28 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel FE Roy arrête le budget pour l'exercice 2016, dudit établissement cultuel ;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée, à l'organe représentatif du culte ;

Vu la décision du 31 août 2015, réceptionnée en date du 14 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les

dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus, approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant que le dossier nous est parvenu complet en date du 14 septembre 2015 ;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction imparti à la commune pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 15 septembre 2015 ;

Considérant que le projet de décision du Conseil communal a été adressé, accompagné de ses annexes explicatives éventuelles, au directeur financier en date 14 septembre 2015 ;

Vu l'avis du directeur financier, rendu en date du 16 septembre 2015 ;

Considérant que le budget est, tel que réformé, conforme à la loi et à l'intérêt général ;

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
RO 17	Supplément de la commune	1.913,20 €	2.798,67 €
RO 18 a)	Charges sociales ONSS travailleurs	190,77 €	188,88 €
Châp. 1er	Total Eveché	2.220,48 €	2.294,48 €
RE 20	Résultat présumé 2015	3.336,85 €	2.614,21 €
DE 19	Traitement organiste	1.264,61 €	1.968,62 €
DO 50 a)	Charges ONSS	536,02 €	629,72 €
DO 50 b)	Avantages sociaux	202,33 €	200,33 €

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique,

ARRETE

Article 1er : Le budget de l'établissement cultuel la FE Roy, pour l'exercice 2016, voté en séance du Conseil de fabrique du 5 juillet 2015, est réformé par 16 voix pour, 0 voix contre et 5 abstentions comme suit :

Réformations effectuées :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
RO 17	Supplément de la commune	1.913,20 €	2.798,67 €
RO 18 a)	Charges sociales ONSS travailleurs	190,77 €	188,88 €
Châp. 1er	Total Eveché	2.220,48 €	2.294,48 €
RE 20	Résultat présumé 2015	3.336,85 €	2.614,21 €
DE 19	Traitement organiste	1.264,61 €	1.968,62 €

DO 50 a)	Charges ONSS	536,02 €	629,72 €
DO 50 b)	Avantages sociaux	202,33 €	200,33 €

Ce budget présente en définitive les résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	3.268,28 (€)
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	2.790,90 (€)
Recettes extraordinaires totales	2.614,21 (€)
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 (€)
• dont un excédent présumé de l'exercice courant de :	0,00 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.294,48 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	3.588,01 (€)
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0.00 (€)
• dont un déficit présumé de l'exercice courant de :	0,00 (€)
Recettes totales	5.882,49 (€)
Dépenses totales	5.882,49 (€)
Résultat budgétaire	0,00 (€)

Art. 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours peut être introduit par la FE de Roy, contre la présente décision devant le Gouverneur de la province de Luxembourg. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 3 : Un recours en annulation peut être introduit aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête peut être introduite, datée et signée et doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 4 : Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 5 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné ;

17. Direction financière - FE Marenne - Verdenne - Budget 2016
LE CONSEIL,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des églises ;

Vu le décret du 17 mars 1808 qui ordonne l'exécution d'un règlement du 10 décembre 1806 sur les juifs, l'article 23 ;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2 ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1886 portant organisation du culte anglican, l'article 14 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18 ;

Vu la délibération du 23 juillet 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée le 20 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel FE Marenne - Verdenne arrête le budget pour l'exercice 2016, dudit établissement cultuel ;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée, à l'organe représentatif du culte ;

Vu la décision du 25 août 2015, réceptionnée en date du 31 août 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, avec remarques, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus, approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction imparti à la commune pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 21 août 2015 ;

Considérant que le projet de décision du Conseil communal a été adressé, accompagné de ses annexes explicatives éventuelles, au directeur financier en date 14 septembre 2015 ;

Vu l'avis du directeur financier, rendu en date 16 septembre 2015 ;

Considérant que le budget est, tel que réformé, conforme à la loi et à l'intérêt général ;

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
RO 17	Supplément de la commune (divisé par	13.255,28 €	13.268,44 €

	2)		
RE 20	Résultat présumé 2015	1.482,71 €	375,59 €
DO chap 1er	Total Evêché	3515,00 €	3505,00 €
DO 50 a)	Charges sociales ONSS	5.115,93 €	3.3327,09 €

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique,

ARRETE

Article 1er : Le budget de l'établissement cultuel la FE Marenne - Verdenne, pour l'exercice 2016, voté en séance du Conseil de fabrique du 23 juillet 2015, est réformé par 16 voix POUR, 0 voix CONTRE et 5 ABSTENTIONS

Réformations effectuées :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
RO 17	Supplément de la commune (divisé par 2)	13.255,28 €	13.268,44 €
RE 20	Résultat présumé 2015	1.482,71 €	375,59 €
DO chap 1er	Total Evêché	3515,00 €	3505,00 €
DO 50 a)	Charges sociales ONSS	5.115,93 €	3.3327,09 €

Ce budget présente en définitive les résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	15.370,87 (€)
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	13.268,44 (€)
Recettes extraordinaires totales	375,59 (€)
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 (€)
• dont un excédent présumé de l'exercice courant de :	0,00 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.505,00 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	12.241,46 (€)
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 (€)
• dont un déficit présumé de l'exercice courant de :	0,00 (€)
Recettes totales	15.746,46 (€)
Dépenses totales	15.746,46 (€)
Résultat budgétaire	0,00 (€)

Art. 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours peut être introduit par la FE de Marenne - Verdenne, contre la présente décision devant le Gouverneur de la province de Luxembourg. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 3 : Un recours en annulation peut être introduit aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête peut être introduite, datée et signée et doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 4 : Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 5 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné ;
- à la commune de Hotton
- à Mr le Gouverneur de la Province de Luxembourg

18. Direction financière - FE Hargimont - Budget 2016

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des églises ;

Vu le décret du 17 mars 1808 qui ordonne l'exécution d'un règlement du 10 décembre 1806 sur les juifs, l'article 23 ;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2 ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1886 portant organisation du culte anglican, l'article 14 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18 ;

Vu la délibération du 21 août 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée le 28 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel FE Hargimont arrête le budget pour l'exercice 2016, dudit établissement cultuel ;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée, à l'organe représentatif du culte ;

Vu la décision du 27 août 2015, réceptionnée en date du 31 août 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus, approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction imparti à la commune pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 31 août 2015 ;

Considérant que le projet de décision du Conseil communal a été adressé, accompagné de ses annexes explicatives éventuelles, au directeur financier en date du 7 septembre 2015;

Vu l'avis du directeur financier, rendu en date du 10 septembre 2015;

Considérant que le budget est, tel que réformé, conforme à la loi et à l'intérêt général ;

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
RO 17	Supplément de la commune	2.462.32 €	2.123.38 €
DO 50 a)	Charges ONSS	1.113.37 €	779,43 €

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique,

ARRETE

Article 1er : Le budget de l'établissement cultuel la FE Hargimont, pour l'exercice 2016, voté en séance du Conseil de fabrique du 5 juillet 2015, est réformé par 16 voix POUR, 0 voix CONTRE et 5 ABSTENTIONS

Réformations effectuées :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
RO 17	Supplément de la commune	2.462.32 €	2.123.38 €
DO 50 a)	Charges ONSS	1.113.37 €	779,43 €

Ce budget présente en définitive les résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	5.988,79 (€)
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	2.128,38 (€)
Recettes extraordinaires totales	5.551,42 (€)
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 (€)
• dont un excédent présumé de l'exercice courant de :	0,00 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.132,48 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	6.788,00 (€)
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	619,73 (€)
• dont un déficit présumé de l'exercice courant de :	0,00 (€)
Recettes totales	11.540,21 (€)
Dépenses totales	11.540,21 (€)
Résultat budgétaire	0,00 (€)

Art. 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours peut être introduit par la FE de Hargimont, contre la présente décision devant le Gouverneur de la province de Luxembourg. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 3 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête peut être introduite, datée et signée et doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 4 : Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 5 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné ;

19. Direction financière - FE Waha - Champlon - Budget 2016
LE CONSEIL,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des églises ;

Vu le décret du 17 mars 1808 qui ordonne l'exécution d'un règlement du 10 décembre 1806 sur les juifs, l'article 23 ;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2 ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1886 portant organisation du culte anglican, l'article 14 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18 ;

Vu la délibération du 20 août 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée le 21 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel FE Waha Champlon arrête le budget pour l'exercice 2016, dudit établissement cultuel ;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée, à l'organe représentatif du culte ;

Vu la décision du 20 août 2015, réceptionnée en date du 21 août 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus, approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction imparti à la commune pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 20 août 2015 ;

Considérant que le projet de décision du Conseil communal a été adressé, accompagné de ses annexes explicatives éventuelles, au directeur financier en date 7 septembre 2015 ;

Vu l'avis du directeur financier, rendu en date du 10 septembre 2015 ;

Considérant que le budget est conforme à la loi et à l'intérêt général ;

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique,

ARRETE

Article 1er : Le budget de l'établissement cultuel la FE Waha Champlon, pour l'exercice 2016, voté en séance du Conseil de fabrique du 17 août 2015, est approuvé par 16 voix POUR, 0 voix CONTRE et 5 ABSTENTIONS

Ce budget présente en définitive les résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	40.489,97 (€)
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	25.999,36 (€)
Recettes extraordinaires totales	5.569,29 (€)
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 (€)
• dont un excédent présumé de l'exercice courant de :	5.569,29 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	7.208,72 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	38.850,54 (€)
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0.00 (€)
• dont un déficit présumé de l'exercice courant de :	0,00 (€)
Recettes totales	46.059,26 (€)
Dépenses totales	46.059,26 (€)
Résultat budgétaire	0.00 (€)

Art. 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours peut être introduit par la FE de Waha Champlon, contre la présente décision devant le Gouverneur de la province de Luxembourg. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 3 : Un recours en annulation peut être introduit aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête peut être introduite, datée et signée et doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente.
La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 4 : Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 5 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné ;

20. Direction financière - FE Marche - en - Famenne - Budget 2016
LE CONSEIL,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des églises ;

Vu le décret du 17 mars 1808 qui ordonne l'exécution d'un règlement du 10 décembre 1806 sur les juifs, l'article 23 ;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2 ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1886 portant organisation du culte anglican, l'article 14 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18 ;

Vu la délibération du 5 juillet 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée le 7 juillet 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel FE Marche en Famenne arrête le budget pour l'exercice 2016, dudit établissement cultuel ;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée, à l'organe représentatif du culte ;

Vu la décision du 8 juillet 2015, réceptionnée en date du 10 juillet 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus, approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction impartie à la commune pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 8 juillet 2015 ;

Considérant que le projet de décision du Conseil communal a été adressé, accompagné de ses annexes explicatives éventuelles, au directeur financier en date 7 septembre 2015 ;

Vu l'avis du directeur financier, rendu en date 10 septembre 2015 ;

Considérant que le budget est, tel que réformé, conforme à la loi et à l'intérêt général ;

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
RO 17	Supplément de la commune	31.132,54 €	30.145,19 €
RO 18 a)	Charges sociales - travailleurs	2.466,37 €	2.381,87 €

RE 20	Résultat présumé de 2015	5.701,29 €	6.245,21 €
DO 17	Traitement sacristain	4.723,80 €	4.677,03 €
DO 19	Traitement organiste	9.146,36 €	9.055,80 €
DO 26	Traitement nettoyeuse Eglise	2.262,51 €	2.339,12 €
DO 50 a)	Charges sociales ONSS	8.364,21 €	8.281,39 €
DO 50 b)	Avantages sociaux employés	2.219,23 €	1.964,84 €

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique,

ARRETE

Article 1er : Le budget de l'établissement culturel la FE Marche en Famenne, pour l'exercice 2016, voté en séance du Conseil de fabrique du 5 juillet 2015, est réformé par 16 voix pour, 0 voix contre et 5 abstentions comme suit :

Réformations effectuées :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
RO 17	Supplément de la commune	31.132,54 €	30.145,19 €
RO 18 a)	Charges sociales - travailleurs	2.466,37 €	2.381,87 €
RE 20	Résultat présumé de 2015	5.701,29 €	6.245,21 €
DO 17	Traitement sacristain	4.723,80 €	4.677,03 €
DO 19	Traitement organiste	9.146,36 €	9.055,80 €
DO 26	Traitement nettoyeuse Eglise	2.262,51 €	2.339,12 €
DO 50 a)	Charges sociales ONSS	8.364,21 €	8.281,39 €
DO 50 b)	Avantages sociaux employés	2.219,23 €	1.964,84 €

Ce budget présente en définitive les résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	36.294,06 (€)
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale ordinaire de secours de : 	30.145,19 (€)
Recettes extraordinaires totales	15.382,21 (€)
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale extraordinaire de secours de : 	0,00 (€)

• dont un excédent présumé de l'exercice courant de :	6.245,21 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	11.995,00 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	30.544,27 (€)
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	9.137,00 (€)
• dont un déficit présumé de l'exercice courant de :	0,00 (€)
Recettes totales	51.676,27 (€)
Dépenses totales	51.676,27 (€)
Résultat budgétaire	0,00 (€)

Art. 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours peut être introduit par la FE de Marche en Famenne, contre la présente décision devant le Gouverneur de la province de Luxembourg. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 3 : Un recours en annulation peut être introduit aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête peut être introduite, datée et signée et doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 4 : Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 5 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné ;

21. Direction financière - FE Humain - Budget 2016
LE CONSEIL,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des églises ;

Vu le décret du 17 mars 1808 qui ordonne l'exécution d'un règlement du 10 décembre 1806 sur les juifs, l'article 23 ;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2 ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1886 portant organisation du culte anglican, l'article 14 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18 ;

Vu la délibération du 9 août 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée le 12 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel FE Humain arrête le budget pour l'exercice 2016, dudit établissement cultuel ;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée, à l'organe représentatif du culte ;

Vu la décision du 9 septembre 2015, réceptionnée en date du 14 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus, approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction impartie à la commune pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 13 août 2015 ;

Considérant que le projet de décision du Conseil communal a été adressé, accompagné de ses annexes explicatives éventuelles, au directeur financier en date du 7 septembre 2015 ;

Vu l'avis du directeur financier, rendu en date 9 septembre 2015 ;

Considérant que le budget est conforme à la loi et à l'intérêt général ;

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique,

ARRETE

Article 1er : Le budget de l'établissement cultuel la FE Humain, pour l'exercice 2016, voté en séance du Conseil de fabrique du 9 août 2015, est approuvé par 16 voix pour, 0 voix contre et 5 abstentions comme suit :

Ce budget présente en définitive les résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	5.717,52 (€)
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	592,92 (€)
Recettes extraordinaires totales	3.674,98 (€)

• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 (€)
• dont un excédent présumé de l'exercice courant de :	0.00 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.996,84 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	1.720,68 (€)
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0.00 (€)
• dont un déficit présumé de l'exercice courant de :	0,00 (€)
Recettes totales	5.717,52 (€)
Dépenses totales	5.717,52 (€)
Résultat budgétaire - Excédent	0,00 (€)

Art. 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours peut être introduit par la FE de Humain, contre la présente décision devant le Gouverneur de la province de Luxembourg. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 3 : Un recours en annulation peut être introduit aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête peut être introduite, datée et signée et doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 4 : Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 5 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné ;

22. **Finances - FE Marloie - Budget 2016** LE CONSEIL,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des églises ;

Vu le décret du 17 mars 1808 qui ordonne l'exécution d'un règlement du 10 décembre 1806 sur les juifs, l'article 23 ;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2 ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1886 portant organisation du culte anglican, l'article 14 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18 ;

Vu la délibération du 17 août 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée le 24 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel FE Marloie arrête le budget pour l'exercice 2016, dudit établissement cultuel ;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée, à l'organe représentatif du culte ;

Vu la décision du 3 septembre 2015, réceptionnée en date du 7 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus, approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant que le dossier nous est parvenu complet en date du 23 septembre 2015 ;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction imparti à la commune pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 24 septembre 2015 ;

Considérant que le projet de décision du Conseil communal a été adressé, accompagné de ses annexes explicatives éventuelles, au directeur financier en date 24 septembre 2015 ;

Vu l'avis du directeur financier, rendu en date 24 septembre 2015 ;

Considérant que le budget est conforme à la loi et à l'intérêt général ;

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique,

ARRETE

Article 1er : Le budget de l'établissement cultuel la FE Marloie, pour l'exercice 2016, voté en séance du Conseil de fabrique du 17 août 2015, est approuvé par 16 voix pour, 0 voix contre et 5 abstentions comme suit :

Ce budget présente en définitive les résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	18.620,35 €
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale ordinaire de secours de : 	0,00 €
Recettes extraordinaires totales	14.675,34 €
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale extraordinaire de secours de : 	0,00 €
<ul style="list-style-type: none"> dont un excédent présumé de l'exercice courant de : 	14.675,34 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	7.958,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	22.585,30 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
<ul style="list-style-type: none"> dont un déficit présumé de l'exercice courant de : 	0,00 €
Recettes totales	33.295,69 €
Dépenses totales	30.843,30 €
Résultat budgétaire - Excédent	2.752,39 €

Art. 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours peut être introduit par la FE de Marloie, contre la présente décision devant le Gouverneur de la province de Luxembourg. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 3 : Un recours en annulation peut être introduit aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête peut être introduite, datée et signée et doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 4 : Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 5 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée

23. Direction financière - FE de Aye - Budget 2016

Le Conseil,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des églises ;

Vu le décret du 17 mars 1808 qui ordonne l'exécution d'un règlement du 10 décembre 1806 sur les juifs, l'article 23 ;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2 ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1886 portant organisation du culte anglican, l'article 14 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18 ;

Vu la délibération du 26 août 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée le 28 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel FE Aye arrête le budget pour l'exercice 2016, dudit établissement cultuel ;

Vu l'envoi simultané de la délibération susvisée, accompagnée de toutes les pièces justificatives renseignées dans la circulaire susvisée, à l'organe représentatif du culte ;

Vu la décision du 31 août 2015, réceptionnée en date du 14 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus, approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant que le dossier nous est parvenu complet en date du 17 septembre 2015 ;

Considérant, vu ce qui est précédemment exposé, que le délai d'instruction imparti à la commune pour statuer sur la délibération susvisée a débuté le 31 août 2015 ;

Considérant que le projet de décision du Conseil communal a été adressé, accompagné de ses annexes explicatives éventuelles, au directeur financier en date du 7 septembre 2015 ;

Vu l'avis du directeur financier, rendu en date 8 septembre 2015 ;

Considérant que le budget est réformé à la loi et à l'intérêt général ;

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
Châp. 1er	Total Eveché	5.171,00 €	5.245,00 €

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique,

ARRETE

Article 1er : Le budget de l'établissement culturel la FE Aye, pour l'exercice 2016, voté en séance du Conseil de fabrique du 26 août 2015, est réformé par 16 voix pour, 0 voix contre et 5 abstentions comme suit :

Réformations effectuées :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant (€)	Nouveau montant (€)
Châp. 1er	Total Eveché	5.171,00 €	5.245,00 €

Ce budget présente en définitive les résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	20.284,74 (€)
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	18.770,57 (€)
Recettes extraordinaires totales	0.00 (€)
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 (€)
• dont un excédent présumé de l'exercice courant de :	0.00 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.245,00 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	15.033.23 (€)
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0.00 (€)
• dont un déficit présumé de l'exercice courant de :	6.51 (€)
Recettes totales	20.284,74 (€)
Dépenses totales	20.284,74 (€)
Résultat budgétaire - Excédent	0,00 (€)

Art. 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours peut être introduit par la FE de Aye, contre la présente décision devant le Gouverneur de la province de Luxembourg. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Art. 3 : Un recours en annulation peut être introduit aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

A cet effet, une requête peut être introduite, datée et signée et doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente.

La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Art. 4 : Conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Art. 5 : Conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement culturel concerné ;
- à l'organe représentatif du culte concerné ;

24. Culture - Marchés publics - Conservatoire de musique - Achat de matériel - Principe

LE CONSEIL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, §1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant que ce marché consiste en l'achat d'une timbale et de deux lecteurs CD-USB ;

Considérant que le montant global de ce marché est estimé à 3.500 € ;

Considérant qu'il est proposé de consulter trois fournisseurs de manière informelle ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 73401/74451 et sera financé par fonds propres ;

DECIDE A L'UNANIMITE

- De donner l'approbation de principe pour la passation du marché « Achat d'une timbale et de deux lecteurs CD-USB pour le Conservatoire de musique » pour un montant indicatif estimé à 3.500 €.
- De procéder à la consultation informelle de trois fournisseurs.
- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 73401/74451.

25. Sports - Révision du règlement d'attribution des prix et challenge du Mérite sportif

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures et plus spécifiquement l'article 1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu l'article 1133-1 du CDLD relatif à la publication des actes;

Revu ses délibérations des 3 mai 1984 et 2 mai 1994 instituant un règlement d'attribution des prix et challenge du Mérite sportif ;

Attendu qu'il y a lieu d'actualiser ce règlement, notamment au niveau du montant attribué,

Vu la décision du Collège communal du 24/08/2015 marquant son accord sur l'actualisation du montant octroyé et l'ajout d'un second prix à destination des équipes sportives ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver le règlement d'octroi des prix et challenge du Mérite sportif repris ci-après :

Article 1

Il est constitué par décision du Conseil communal en date du 3 mai 1984 modifiée ensuite par décisions du Conseil communal du 2 mai 1994 et du 5 octobre 2015

- un Prix du Mérite sportif de la Ville de Marche-en-Famenne destiné à un sportif de niveau international, national ou régional au sens large.
- un Prix du Mérite sportif de la Ville de Marche-en-Famenne destiné à une équipe sportive de niveau international, national ou régional au sens large.
- un Challenge du Mérite sportif de la Ville de Marche-en-Famenne destiné à un club sportif ou à un sportif de niveau international, national ou régional au sens large.

Ces prix et challenge seront remis durant le mois de mai qui suit l'année civile prise en considération.

Article 2

Conditions :

1. Le Prix du Mérite sportif individuel

Le candidat doit être domicilié dans la commune,
Le critère de sélection est la performance.

2. Le Prix du Mérite sportif collectif

L'équipe sportive doit faire partie d'un club dont le siège est situé dans la commune,
Le critère de sélection est la performance.

3. Le Challenge du Mérite sportif

- Le club doit avoir son siège et ses activités dans la commune ; la personne doit être domiciliée sur la commune de Marche ;
- Les critères de sélection sont multiples (nombres d'adhérents, meilleur entraîneur,

meilleure organisation, fair-play, pérennité, implication dans le tissu sportif local, fait exceptionnel,...).

Article 3

Les « Prix » seront propriétés de l'équipe ou du sportif lauréat. Le « Challenge », lui, sera remis en compétition chaque année.

Article 4

Ni les « Prix », ni le « Challenge » ne pourront être attribués aux mêmes lauréats lors de deux années consécutives.

Article 5

Les candidatures seront reçues par l'Echevin des Sports, avec le détail des arguments et des mérites, entre le 1er et le 31 mars de chaque année. L'Echevin transmettra ces candidatures à un jury dont la composition est prévue à l'article 6.

Chaque dossier devra être présenté devant le jury par les candidats ou leurs représentants. A défaut, la candidature sera considérée comme nulle.

Article 6

En vue de la sélection des lauréats, la RESCAM convoquera un jury en avril de chaque année. Ce jury sera constitué d'au moins 3 personnes, sur base d'une invitation adressée au moins à un représentant de chaque club sportif marchois, l'Inspecteur de l'ADEPS Luxembourg, et un journaliste couvrant l'activité sportive sur la province.

Article 7

Le jury sera présidé par un membre du Collège communal disposant d'une voix consultative. Les autres membres (3 minimum) auront voix délibérative. La date de la réunion de l'assemblée est fixée dans le courant du mois d'avril par la RESCAM.

Article 8

La désignation des lauréats se fera au scrutin secret. Le vote pour les Prix et le Challenge se feront sur des bulletins distincts. Tant pour les Prix que pour le Challenge, chaque membre du jury devra voter pour deux candidats, en leur attribuant distinctement un ou deux points.

Le candidat ayant obtenu le plus de points sera nommé.

En cas d'ex-aequo, le jury pourra choisir de revoter ou de diviser le prix entre les candidats concernés.

Tout cas non prévu par le présent règlement sera tranché par le jury dont la décision est souveraine et sans recours possible.

Article 9

Les prix seront constitués d'une coupe avec plaquette, d'un diplôme et d'une somme de 500 EUR, octroyés à chacun des lauréats.

De charger la RESCAM de la mise en œuvre de ce règlement.

26. Hôtel de Ville - Ouverture au public des services Population et Urbanisme LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu le Programme de Politique Générale prévoyant de mettre l'accent sur le "service au public" avec "des heures d'ouverture adaptées aux besoins des habitants";

Vu la demande du Collège communal au Codir de mener une réflexion sur les heures d'ouverture au public des services Population et Urbanisme;

Vu les propositions faites;

DECIDE A L'UNANIMITE

A partir du 1er janvier 2016, le mardi et le jeudi après-midi, les services "Population" et "Urbanisme" seront accessibles au public sur rendez-vous préalable ainsi que par téléphone.

Une communication à la population sera réalisée par l'envoi d'un toute-boîtes, via le bulletin communal de décembre et les outils numériques de la Ville.

Le service Urbanisme maintient les rendez-vous le lundi à partir de 17h00

Les permanences du service Population sont maintenues le samedi matin.

27. Personnel - Promotion et repositionnement - Désignation commission de sélection

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 15 décembre 2014 fixant les conditions de recrutement et de promotion pour des emplois de niveau baccalauréat et master;

Vu la délibération du Collège communal du 29 juin 2015 prenant acte de l'approbation de la Tutelle en date du 20 janvier 2015;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer la commission de sélection par le Conseil communal telle que prévu à l'article 18 du chapitre IV du statut administratif du personnel communal pour les postes repris ci-dessous;

DECIDE A L'UNANIMITE

De désigner les commissions de sélection pour les postes suivants :

Un(e) Chef de Bureau Administratif pour le Service Finances - Recette:

- Un Directeur général
- Un Directeur financier
- Un Responsable dans le secteur des finances

Un(e) Chef de Bureau Administratif pour le Service RH commun Ville/CPAS:

- Un Directeur général
- Un Directeur financier
- Un Responsable dans le secteur des Ressources Humaines

Un(e) Agent de niveau bachelier pour le Secrétariat du Bourgmestre:

- Un Directeur général
- Un Directeur financier
- Un Responsable dans le secteur du secrétariat de Direction.

Un(e) Responsable des projets et des formations TIC:

- Un Directeur général
- Un Directeur financier
- Un Responsable dans le secteur TIC

Remarque:

Le Conseil communal à l'unanimité permet à chaque groupe politique représenté au sein du Conseil communal, de déléguer un observateur dans chaque commission de sélection. Il est souhaité que cet observateur éventuel soit choisi en tenant compte du niveau des promotions en cours.

28. Personnel – CPAS – Poste Infirmier(ère) en Chef – Conditions de recrutement - Nouvelles dispositions modifiées et étendues

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 22 septembre 2015 retirant sa délibération du 4 août 2015, en vue de préciser la composition du jury et de corriger le point 7 dans le sens où l'entretien de sélection doit être remplacé par un examen composé d'une épreuve écrite et d'une épreuve orale, tel que cela avait été soumis aux instances syndicales et de prévoir la constitution d'une réserve de recrutement ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L-1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu le décret wallon du 23 janvier 2014 publié au Moniteur Belge du 6 février 2014 modifiant certaines dispositions de la Loi organique des CPAS et par lequel, à partir du 1er mars 2014, le Conseil communal devient l'autorité de Tutelle sur certains actes du CPAS comme les budgets, les comptes, les modifications budgétaires, le cadre du personnel, le statut administratif, ;

Considérant que les trois organisations syndicales ont été consultées et qu'elles ont marqué leur accord ;

Considérant qu'il résulte de l'examen de ladite délibération qu'aucune des dispositions contenues dans la décision en cause n'est de nature à être considérée comme violant la loi ou blessant l'intérêt général ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver la délibération du Conseil de l'action sociale du 22 septembre 2015 fixant les conditions de recrutement d'un(e) infirmier(e) en Chef.